



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## « MOUVEMENTS DE CONTESTATION ET CYCLE ÉLECTORAL EN TURQUIE »

INCIDENCES SUR LES POLITIQUES INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

18 DÉCEMBRE 2013, PARIS

AUTOUR DE

**SINAN ÜLGEN**

*Président du think tank EDAM, Istanbul  
Chercheur associé au Carnegie Europe, Bruxelles*

ANIMÉ PAR

**DIDIER BILLION**

*Directeur adjoint de l'IRIS*

---

Compte-rendu du 8<sup>e</sup> séminaire organisé avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

Ce texte est reproduit avec l'aimable autorisation de la DAS.



## « MOUVEMENTS DE CONTESTATION ET CYCLE ÉLECTORAL EN TURQUIE » Incidences sur les politiques intérieure et extérieure

**Compte-rendu du séminaire organisé le 18 décembre 2013 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.**

### AUTOUR DE

**Sinan ÜLGEN** / Président du *think tank* EDAM, Istanbul, Chercheur associé au Carnegie Europe, Bruxelles

### ANIME PAR

**Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

### PROPOS LIMINAIRES - *Didier Billion*

Cette nouvelle session de l'Observatoire de la Turquie arrive à un moment particulier, marqué par le coup de tonnerre politique des événements du 17 décembre 2013, hier même<sup>1</sup>. Aussi, parce que les thèmes qui seront abordés durant ce séminaire sont diversifiés et complexes, il apparaît nécessaire de faire un bilan de la situation politique en Turquie en cette fin d'année 2013.

Les événements dits de « Gezi »<sup>2</sup> ont eu pour effet une modification partielle des rapports de force politiques et influenceront probablement les élections municipales et présidentielles qui se tiendront au cours de l'année 2014. Ainsi, assistons-nous à la fin d'un cycle politique initié en 2002, durant lequel le Parti de la justice et du développement (AKP) a régné sans conteste sur la scène politique turque, remportant trois élections législatives d'affilée, deux élections municipales et deux référendums ? Sommes-nous également au début d'une nouvelle séquence politique, qui serait marquée par la lutte engagée entre les

---

<sup>1</sup> Le 17 décembre marque le début d'une affaire de corruption touchant dans un premier temps des ministres du gouvernement AKP et qui, dans les semaines qui suivent, devient graduellement une affaire d'Etat qui ébranle le pouvoir.

<sup>2</sup> Les événements dits de Gezi désignent la série de manifestations qui ont eu lieu à Istanbul et dans la plupart des villes de Turquie au mois de juin 2013 et qui dénonçaient principalement l'autoritarisme du Premier ministre.

différentes composantes de l'islam politique et au sein des nouvelles élites politiques dirigeantes turques au moment où la bataille pour l'hégémonie semble engagée entre elles ? Aussi, à l'heure présente, le projet de nouvelle Constitution semble avoir peu chances d'aboutir au cours de l'année 2014 du fait de l'arrêt des réunions de la commission chargée de son élaboration. De même, pour ce qui concerne la résolution de la question kurde qui paraissait sur la bonne voie avec l'ouverture de négociations entre l'appareil d'Etat et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la dynamique actuelle est moins positive qu'il y a quelques mois.

Au niveau géopolitique enfin, le contexte régional, notamment les évolutions en Syrie et en Iran, influe sur la politique extérieure de la Turquie, qui semble connaître des inflexions récentes, soulignées par de multiples observateurs.

Pour tenter de décrypter ces différents éléments, Sinan Ülgen, président du *think tank* EDAM et chercheur associé au Carnegie Europe de Bruxelles, nous fait l'honneur et l'amitié de se joindre aux travaux de notre observatoire pour y partager ses réflexions. Grâce à l'expérience acquise durant sa carrière de diplomate et à la qualité de ses travaux, notamment sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne, Sinan Ülgen s'est imposé comme l'un des analystes les plus écoutés en Turquie mais aussi à l'étranger, par le biais de ses nombreuses contributions dans la presse internationale.

## **SYNTHESE DES THEMES ABORDES PAR SINAN ÜLGEN**

### **Réflexions sur l'actualité immédiate**

Les événements qui se sont déroulés le 17 décembre 2013, peuvent laisser de nombreux observateurs déboussolés et il semble que nous nous trouvions à une étape historique de la vie démocratique de la Turquie. L'ampleur du dossier judiciaire – une cinquantaine de personnes impliquées au total – mais également l'importance des individus compromis – trois ministres, leurs fils, le directeur de la banque publique Halkbank, ainsi que des personnalités de l'industrie notamment du secteur du bâtiment – induisent en effet que cette affaire risque de provoquer un véritable tremblement de terre politique en Turquie et

ternit l'image de l'AKP. En effet, jusqu'alors, l'AKP, au-delà des succès économiques qu'il peut revendiquer, était l'expression d'une nouvelle génération qui prétendait avoir rompu avec le népotisme et la corruption des gouvernements antérieurs. Il faut également noter que, pour une partie de la population turque, l'AKP, c'est l'AK Parti, le « parti blanc », le « parti net », celui qui n'est pas corrompu. Cette affaire apparaît donc comme un nouveau paramètre, même si la Turquie a déjà vécu de tels scandales par le passé, et l'image de l'AKP en ressortira singulièrement écornée.

Face à cette situation de crise, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, a deux options : soit avancer la thèse du complot, soit prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des ministres éclaboussés par le scandale. Dans le premier cas, si la thèse d'un complot ourdi par Fethullah Gülen contre le gouvernement d'Erdoğan est utilisée comme ligne de contre-attaque, cela marquera la fin de la coopération entre l'AKP et les gülenistes ainsi que le début d'une bataille frontale entre le parti au pouvoir et une mouvance islamique qui a infiltré l'appareil d'Etat depuis des années, notamment la police et la justice. Dans le second cas, et même si l'existence d'un complot est démontrée, il reste que les allégations avancées sont sérieuses et qu'une enquête sur les accusations de corruptions contre les ministres impliqués est nécessaire. De plus, selon les premiers éléments fournis et à notre disposition, le dossier compte plusieurs dimensions qui rendent quasiment impossible la possibilité de le fermer. M. Erdoğan se trouvera donc dans l'obligation de procéder au limogeage des ministres concernés et d'accepter l'ouverture d'un procès<sup>3</sup>.

Nous nous trouvons donc à une étape importante, décisive, dans laquelle toute marche arrière est inenvisageable pour le Premier ministre. La bataille entre l'AKP et les gülenistes est lancée, elle sera dure et l'issue incertaine pour les deux parties.

Aussi, si le gouvernement avait effectivement raison, ce complot prouverait le manque d'indépendance réelle du pouvoir judiciaire. Bien qu'elle semble indépendante, vue de l'extérieur, la justice turque est sous l'influence soit des gülenistes (selon la thèse gouvernementale), soit de l'exécutif. Dans les deux cas, une réforme du pouvoir judiciaire est donc impérativement nécessaire. Il est vrai que, jusqu'alors, les pouvoirs exécutifs, et pas uniquement ceux dirigés par l'AKP, ont toujours tenté de politiser la justice pour l'instrumentaliser. Le récent exemple de l'affaire Ergenekon, avec le plan Balyoz qui, à un

---

<sup>3</sup> C'est ce que le Premier ministre a dû se résoudre à faire, le 25 décembre, en procédant au remplacement des trois ministres concernés démissionnaires, en limogeant le ministre des Affaires européennes, et en nommant dix nouveaux ministres à la faveur de ce renouvellement ministériel.

moment, a servi les intérêts du pouvoir, a aussi montré les difficultés rencontrées par l'AKP pour contrôler l'influence des gülenistes au sein de la justice turque. Une réforme radicale s'impose donc afin de contrecarrer la politisation du pouvoir judiciaire, et ce, par la voie constitutionnelle ou législative.

### **Impact sur les échéances politiques de 2014**

Il apparaît assez clairement que ces événements auront un impact sur les élections locales (31 mars) et présidentielles (juillet ou août).

Dans le contexte actuel, les premières élections auront, *de facto*, valeur de référendum, non pas seulement pour le gouvernement mais surtout pour le Premier ministre lui-même. En effet, leur résultat déterminera la décision de Recep Tayyip Erdoğan quant à ses choix présidentiels. Les grandes villes dirigées par l'AKP (Istanbul et Ankara principalement) seront contestées et sont potentiellement susceptibles, même si la probabilité est à ce jour faible, de changer de majorité pour la première fois depuis des années. Dans le cas où l'opposition emporterait l'une de ces municipalités, cela aurait l'effet d'un choc politique – n'oublions pas que le Grand Istanbul concentre 26 % du Produit intérieur brut. Aussi, même si l'issue des scrutins municipaux reste incertaine, il est indéniable que l'écart se réduit entre le parti au pouvoir et ses adversaires.

Pour ce qui concerne les élections présidentielles, R. T Erdoğan, apparaissait dans la dernière période comme très désireux de se porter candidat, à la condition de pouvoir modifier la Constitution dans un sens présidentieliste ou semi-présidentieliste<sup>4</sup>. Mais ce projet a été remis en question par les événements de Gezi et il n'est plus question, pour le moment, de réforme constitutionnelle puisque la commission parlementaire *ad hoc* qui travaillait sur ce dossier a cessé de se réunir. Ce nouveau paramètre pose un sérieux défi pour un Premier ministre habitué à jouir d'un pouvoir sans beaucoup de limites. On peut ainsi se demander si R. T Erdoğan va finalement se présenter dans ces conditions<sup>5</sup> alors que le véritable pouvoir restera dans les mains du Premier ministre. Il se présentera s'il considère qu'il a des chances d'être élu dès le premier tour, moyen de renforcer *de facto* la fonction présidentielle et

<sup>4</sup> Dans le cadre de la Constitution actuelle, le président de la République possède un pouvoir politique très limité.

<sup>5</sup> Pour mémoire, c'est la première fois dans l'histoire de la République de Turquie que le président de la République sera élu au suffrage universel.

d'élargir la délimitation de ses prérogatives, d'où l'importance du résultat des élections municipales pour décider de sa candidature. En cas de résultat négatif ou mitigé, M. Erdoğan pourrait choisir de rester à son poste jusqu'aux législatives de 2015, voire après, rien dans la Constitution ne le lui interdisant. Seule entrave, les statuts de l'AKP qui limitent les mandats électifs à trois, mais cela, R. T Erdoğan peut facilement le faire modifier... Dans ce scénario, Abdullah Gül, actuel président, pourrait briguer un deuxième mandat.

Si Erdoğan se présente et est élu, qui serait alors son Premier ministre ? Première hypothèse, MM. Erdoğan et Gül parviennent à un accord similaire à celui passé entre Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev en Russie. Cependant, cela poserait un problème constitutionnel puisque seul un parlementaire peut devenir Premier ministre, d'où la nécessité d'un intérim durant la période précédant les élections législatives. Seconde hypothèse, R. T Erdoğan exclut qu'Abdullah Gül occupe le poste de Premier ministre, car jugé trop fort face à un Président de la République aux pouvoirs limités de droit. Il s'agirait alors de choisir un autre postulant, plus docile et moins réputé.

Dans tous les cas, cela ouvre les scénarios d'après batailles politiques en 2014, au cours de laquelle le débat se concentrera principalement sur la politique intérieure du pays, au détriment de la pourtant nécessaire attention portée à la politique extérieure.

### **Remarques sur la politique extérieure de la Turquie**

La politique extérieure menée par le gouvernement a été l'objet de nombreuses critiques dans la dernière période. Le bilan est en effet pour le moins mitigé puisque la Turquie n'a aujourd'hui plus d'ambassadeur en Syrie, en Egypte et en Israël.

Jusqu'au déclenchement de ce qu'il est convenu d'appeler les « printemps arabes », au début de l'année 2011, la Turquie a indéniablement étendu son influence au niveau régional. C'est pourquoi Ankara nourrissait de grandes ambitions au début de ces événements car elle avait l'opportunité, pensait-elle, d'étendre sa sphère d'influence en misant sur ses relations avec les mouvances islamiques, notamment celles liées à la confrérie des Frères musulmans. Cette vision s'est, dans un premier temps, avérée pertinente puisque ces partis islamiques sont parvenus au pouvoir dans les deux pays qui avaient initié les révoltes, notamment en Egypte où Abdullah Gül fut le premier président à s'être rendu après la chute de Moubarak

(R. T Erdoğan a effectué deux visites par la suite<sup>6</sup>). Le but affirmé du gouvernement était donc de transformer la Turquie en une puissance régionale. Cependant, Ankara n'a pas su recalibrer sa politique en fonction de l'évolution accélérée des situations. Ainsi, si la Turquie a critiqué le coup d'Etat militaire en Egypte avec véhémence - en tout cas plus nettement que ses alliés occidentaux -, ce qui a eu pour conséquence la rupture des relations diplomatiques avec Le Caire, il apparaît en réalité que l'AKP est davantage un soutien des Frères musulmans que celui du processus de démocratisation.

En Syrie, l'ambitieuse politique d'*order-setter* n'a pas non plus porté ses fruits. Pire, la Turquie n'a montré sa capacité à influencer sur les développements régionaux, même si la responsabilité est partagée avec les autres acteurs internationaux. Au final, la Turquie s'est retrouvée isolée en raison de son comportement moralisant, mais aussi du faible soutien de ses alliés occidentaux. Ankara est ainsi passé du slogan « zéro problème avec les voisins » au concept d'« isolement fier », selon l'expression utilisée par l'un des proches conseillers du Premier ministre, basé sur une politique normative de moralité. Cette politique n'a pas permis à la Turquie de faire valoir ses intérêts, au contraire.

Cependant, on peut remarquer, dans la dernière période, un début de revirement de la diplomatie turque vis-à-vis de l'Iran, de l'Irak, avec lesquels elle cherche à réduire les sujets de tensions, et surtout de l'Union européenne.

En effet, Ankara entend raviver les liens avec Bruxelles, ce qui s'est dernièrement concrétisé par les récents progrès sur l'accord de réadmission rendant possible les négociations sur les visas. Phénomène d'autant plus important que le gouvernement a pris conscience de l'inadéquation de la vision post-ottomane aboutissant à une coupure avec les puissances occidentales. M. Erdoğan, lors de sa visite à Bruxelles le 21 janvier 2013, avait déjà affiché la volonté de la Turquie d'aller en ce sens et de resserrer des liens par trop distendus. Aussi, la visite de François Hollande, prévue pour les 27-28 janvier 2014, est attendue car elle pourrait avoir un impact positif sur les négociations d'adhésion.

### **Perspectives en 2014**

Au cours de l'année 2014, la Turquie restera un pays déchiré au niveau de la politique

---

<sup>6</sup> Voir le compte rendu de la 5<sup>e</sup> session de l'Observatoire de la Turquie du 20 novembre 2012.

intérieure. D'abord en raison de la persistance d'un fort climat de contestation politique et d'une lutte qui s'annonce virulente entre le gouvernement et les gülenistes. Les élections locales et présidentielles auront également pour effet de polariser le pays. C'est pourquoi on peut s'attendre à voir une Turquie introvertie, dont la politique extérieure turque s'axera sûrement sur la consolidation et non pas sur l'ouverture, donc sans grande dynamique ambitieuse.

## **SYNTHESE DES DEBATS**

### **Politique intérieure**

#### **Conflit entre l'AKP et les gülenistes**

Depuis 2002 jusqu'à ces derniers mois, les rapports entre le gouvernement et les gülenistes ont été marqués par une convergence d'intérêts. En effet, les deux parties luttait contre un rival commun, l'armée. Mais suite à la neutralisation politique graduelle de cette dernière, l'AKP et le mouvement güleniste ont perdu l'élément qui les liait. R. T Erdoğan s'est rendu compte qu'après avoir instrumentalisé les gülenistes face aux kémalistes durant la période où il était encore faible politiquement, les partisans de Fethullah Gülen s'autonomisaient et n'étaient plus guère disposés à rester sous sa tutelle. Les procès des responsables militaires l'ont d'ailleurs démontré puisque la justice turque est allée très loin dans ses investigations et a même ciblé des journalistes qui enquêtaient sur les activités du mouvement Gülen en n'hésitant pas à emprisonner certains d'entre eux. Ce fut probablement un signal d'alarme pour les partisans de R. T Erdoğan, puisqu'en outre, ces affaires contribuaient à ternir l'image de la Turquie.

R. T Erdoğan a donc commencé à réagir, notamment après les attaques de magistrats, proches de F. Gülen contre Hakan Fidan, chef des services de renseignement turcs et très proche du Premier ministre, à propos de contacts noués en 2012 avec des émissaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces attaques des gülenistes contre l'AKP constituent, selon Sinan Ülgen, le premier épisode tangible de la division entre les deux forces politiques. S'il est vrai que M. Erdoğan a longtemps fermé les yeux sur les agissements des gülenistes et a même promu leur infiltration au sein des institutions étatiques, il a pris



conscience du danger qu'ils représentaient pour son pouvoir. Aussi, l'AKP se sentant plus fort, il a décidé d'ouvrir les hostilités en proposant, au mois de novembre 2013, la fermeture des *dershane*, établissements préparatoires au concours d'entrée à l'université, dont la majorité serait sous l'influence des gülenistes et constituerait pour eux un important moyen de financement.

Concernant le possible rôle de l'Iran et d'Israël dans le scandale du 17 décembre, notamment de par l'existence de liens entre les fils de ministres accusés de corruption et Téhéran, il faut rester extrêmement prudent et ne pas verser dans le complotisme à notre tour. Ce scandale est avant tout la matérialisation de la lutte que se livrent l'AKP et les gülenistes. A ce propos, Sinan Ülgen souligne que M. Erdoğan bénéficie d'une certaine légitimité dans ce bras de fer puisque exerçant le pouvoir à l'issue de compétitions électorales démocratiques, ce qui n'est pas le cas du mouvement güleniste, souvent vu comme un « Etat profond bis ».

En ce qui concerne la capacité des gülenistes à produire un système de pouvoir alternatif, il est clair que ceux-ci ne peuvent contester le leadership politique à l'AKP qui reste le parti le plus populaire de Turquie. Il n'existe pas d'ailleurs de réelle volonté des gülenistes de créer un parti, d'autant qu'ils ont déjà une forte capacité d'influence grâce à leurs écoles, leurs hommes d'affaires et leurs médias. Cela dit, le mouvement güleniste, qui pourrait hypothétiquement se réorienter vers d'autres partis que l'AKP, a toujours plus d'affinités, en termes de projet de société, avec ce dernier qu'avec le Parti républicain du peuple (CHP).

### **Le rôle du Parti républicain du peuple**

Il faut d'abord rappeler la sociologie électorale du pays qui nous indique clairement que la Turquie est majoritairement orientée à droite (traditionnellement entre 65 et 70 % du corps électoral). Aussi, même si le CHP fait de son mieux, il ne peut mobiliser au grand maximum que 30-35 % du corps électoral, son record de voix remontant aux élections législatives de 1977 où il avait obtenu 42 % des suffrages exprimés. En réalité la gauche n'a jamais gouverné seule en Turquie.

La véritable question se concentre dans le fait que les partis du centre-droit – tels le Parti de la mère patrie (ANAP), le Parti démocrate (DP) ou encore le Parti de la juste voie (DYP) – n'existent plus : la (re)création d'un parti de la mouvance libérale s'avère donc nécessaire, et ce, avec l'éventuel soutien d'une partie du CHP.

S'il est exact que le CHP s'est comporté intelligemment durant les événements de Gezi, il ne faut toutefois pas oublier que les manifestations mettaient en cause, outre le gouvernement, l'opposition parlementaire accusée de ne pas remplir son devoir et de ne pas être à la hauteur de ses responsabilités. Il est également utile de souligner que le CHP est soumis à de fortes dissensions internes entre d'une part les ailes souverainiste et d'autre part social-démocrate ou socialisante qui sont à peu près de puissance égale au sein du parti. Au vu de ces nombreux constats, il n'y a probablement pas, à court terme, possibilité pour le CHP de capitaliser sur le mécontentement social et politique et de parvenir au pouvoir.

### **La question kurde**

Le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) n'a pas pour objectif de s'allier avec les autres formations. Les relations que le BDP entretient avec l'AKP restent complexes. Si le début des négociations avec le PKK d'Abdullah Öcalan ont été source d'espairs, ce climat positif a laissé place aux frustrations à cause de la lenteur du processus engagé. Aussi, le BDP critique de plus en plus l'AKP quant aux réformes initialement promises mais qui n'ont toujours pas été mises en œuvre à ce jour. On peut en outre noter de nouveaux affrontements armés entre le PKK et les forces de l'Etat, qui bien que très circonscrits ne portent pas à l'optimisme.

### **Questions économiques**

#### **Relations entre le monde des affaires et l'AKP**

Les petites et moyennes entreprises turques, qui sont globalement conservatrices, tout comme le grand patronat, ont soutenu le projet politique de l'AKP car la stabilité politique et économique leur est profitable. Cependant, depuis 2011 et surtout depuis les événements de Gezi, une partie des milieux d'affaires, notamment organisés dans la TÜSIAD, critique de plus en plus ouvertement le pouvoir en place et plus particulièrement M. Erdoğan. Ce dernier, en réponse à ces critiques, a attaqué certains groupes industriels qui ont apporté leur soutien aux manifestations de l'été dernier (société Koç par exemple), notamment par le biais de contrôles fiscaux.

Il faut également noter que la rhétorique anti-occidentale utilisée par le Premier ministre ne plaît guère aux milieux d'affaires.

## **La Confédération européenne des syndicats et la Turquie**

Le poids de la Confédération européenne des syndicats (CES), et l'importance qu'elle peut revêtir en Turquie, dépend avant tout du degré d'influence de l'UE elle-même. En effet, on peut considérer que les dernières années du processus d'élargissement sont source de frustrations pour les Turcs ce qui n'est guère favorable aux ONG européennes. Ankara est parfaitement conscient que le progrès des négociations avec Bruxelles entraînera mécaniquement l'ouverture d'un champ d'influence plus important pour les organisations européennes, c'est pourquoi, dans le contexte actuel, il n'existe clairement pas de volonté des autorités turques d'engager un véritable dialogue avec des interlocuteurs européens tels que la CES.

## **Politique extérieure**

### **Au niveau régional**

Le contexte régional reste surdéterminé par le dossier syrien qui est à l'origine d'une véritable crise humanitaire avec, selon l'Organisation des Nations unies, l'éventualité d'atteindre 1,5 million de réfugiés syriens en Turquie au début de l'année 2014. Cette situation est une source de tensions dans les relations d'Ankara avec Bruxelles, l'UE étant accusée d'accueillir trop peu de réfugiés.

Cette crise humanitaire présente également un énorme coût pour la Turquie. D'abord, au niveau matériel puisque près de 2 milliards de dollars ont été dépensés pour faire face à la situation. Ensuite, au niveau social puisque les tensions sont croissantes entre les réfugiés syriens et les populations frontalières, majoritairement aléviées. Enfin, au niveau sécuritaire car, bien que la Turquie ait renforcé le contrôle de ses frontières après avoir fermé les yeux sur les agissements des organisations de rebelles, des groupes extrémistes sont parvenus à s'implanter dans la région. Aussi, la recrudescence des attentats contre les intérêts turcs sur le territoire turc lui-même (attentat de Reyhanlı au mois de mai 2013) est directement liée à la crise syrienne ce qui souligne un peu plus la gravité de ce problème au niveau sécuritaire. Concernant le dossier chypriote, les négociations entre la Turquie et la Grèce avaient effectivement atteint un *momentum* avec l'esquisse d'un plan prévoyant la visite du négociateur chypriote turc à Athènes et celle de son homologue chypriote grec à Ankara. Cependant, cette initiative, bien qu'elle fût parfaitement fondée, a échoué à cause du refus

des autorités grecques de donner leur feu vert en raison du contexte politique interne (influence négative d'Aube dorée).

Concernant les relations entre la Turquie et l'Iran, elles sont complexes, car à la fois nécessaires mais aussi concurrentielles. Un véritable dialogue est probablement désormais possible avec le nouveau président Hassan Rohani ce qui était difficilement envisageable dans la période *ante*, malgré les marques d'amitié qu'avait un moment prodigué R. T Erdoğan à l'égard de M. Ahmedinejad.

A la question de savoir si la résolution de la question palestinienne ne risquait pas de ramener la Turquie face au problème kurde, Sinan Ülgen note que l'hypothèse n'est guère efficiente car il ne considère pas que la question palestinienne soit prête d'être résolue.

### **Politique de la Turquie vis-à-vis du Caucase**

L'échec du rapprochement avec l'Arménie, qui avait été entamé avec la signature des protocoles de 2009, a vu la collaboration de la Turquie avec l'Azerbaïdjan s'intensifier notamment *via* la signature d'un accord sur le transport gazier et l'arrivée d'investissements azerbaïdjanais en Turquie (médias par exemple). Cependant, Ankara cherche tout de même réactiver ses relations avec Erevan. Ainsi, les autorités turques ont demandé, par l'intermédiaire de la Suisse, le retrait de la population arménienne de certains districts du Haut-Karabakh, dans la perspective de permettre la réouverture des frontières et des relations diplomatiques entre les deux pays. Mais, selon Sinan Ülgen, les autorités arméniennes ne souhaitent probablement pas un rapprochement avant 2015, malgré la volonté affichée par leurs homologues turcs.

En ce qui concerne la différence de vision politique entre Erevan et la diaspora arménienne, il est clair que le ministère des Affaires étrangères turc est parfaitement au fait des paramètres constitutifs. Ankara privilégie donc la voie de la normalisation avec les autorités politiques arméniennes en estimant que ces dernières possèdent une capacité d'influence sur la diaspora, qui n'est d'ailleurs pour sa part pas monolithique comme certains observateurs ont, à tort, tendance à le considérer. Il existe en effet des différences de points de vue, parfois significatives, au sein même de la diaspora arménienne, notamment en France et aux Etats-Unis. Ce choix des autorités turques de privilégier Erevan est pertinent car elles escomptent ainsi avoir plus d'influence en se servant notamment du vecteur économique. La diaspora arménienne modifiera éventuellement sa position au fil du temps

mais sûrement pas dans son ensemble.

### **Relations entre la Turquie et les Etats-Unis**

Après la sérieuse brouille de 2003, les relations entre Ankara et Washington se sont fluidifiées. Ainsi, au mois de mai 2013, M. Erdoğan avait été très chaleureusement reçu lors de sa visite aux Etats-Unis. Toutefois, les critiques du président Obama sur le soutien présumé de la Turquie à la composante la plus extrémiste de l'opposition syrienne (Front al-Nosra, Etat islamique en Irak et au Levant) ont amené Ankara à adopter une posture plus distanciée dans ses relations à Washington.

De même, la politique du gouvernement turc durant les événements de Gezi qui, selon Sinan Ülgen, a été plus sévère qu'en Ukraine, a causé de nombreux dégâts dans les rapports avec les Etats-Unis ainsi d'ailleurs qu'avec l'Union européenne.

### **Relations entre la Turquie et la Russie**

Les relations entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan sont bonnes, ce qui est éventuellement difficile à comprendre compte tenu des orientations politiques respectives très différentes. Il est notable que les analyses divergentes de la situation syrienne n'aient pas eu d'impact sur les rapports bilatéraux, Moscou n'énonçant aucune critique publique vis-à-vis de la politique suivie par Ankara. Au-delà de divergences sensibles, les deux pays continuent à collaborer dans de nombreux domaines : tourisme, BTP, énergie (nucléaire avec Rosatom notamment). La Russie n'est pas perçue comme un danger pour la Turquie mais plutôt comme un partenaire.

### **Relations avec l'Union européenne**

L'AKP n'est toujours pas hostile à la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, même si ce parti a largement instrumentalisé cette question lors de ses premières années au pouvoir. Si les relations entre Ankara et Bruxelles ont vécu une période de refroidissement, due principalement aux conséquences de l'intégration de Chypre à l'Union et aux tensions induites par les prises de position de Nicolas Sarkozy lorsqu'il était président de la République, les négociations se poursuivent, mais à un rythme lent qui convient aux deux parties. Il semble toutefois qu'un léger réchauffement se manifeste depuis l'automne, notamment avec l'ouverture du chapitre 22.

Selon Sinan Ülgen, il existe quelques pistes d'évolutions dans le futur de cette relation, notamment avec l'hypothétique mise en place d'une nouvelle architecture européenne qui ne manquera pas de se cristalliser après la résolution de la crise économique et financière. Ainsi, si le Royaume-Uni parvient à renégocier les termes de son appartenance à l'UE, cela pourrait donner naissance à une nouvelle catégorie de membres, statut dont la Turquie pourrait s'inspirer. Aussi, la Turquie pourrait choisir de rejoindre l'UE mais pas la zone euro. Enfin, si le Royaume-Uni venait à sortir de l'Union, une nouvelle relation entre Londres et Bruxelles serait mise en place, relation qui pourrait servir de modèle à Ankara. ■

## « MOUVEMENTS DE CONTESTATION ET CYCLE ÉLECTORAL EN TURQUIE »

### Incidences sur les politiques intérieure et extérieure

**Compte-rendu du séminaire organisé le 18 décembre 2013 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.**

#### AUTOUR DE

**Sinan ÜLGEN** / Président du *think tank* EDAM, Istanbul, Chercheur associé au Carnegie Europe, Bruxelles

#### ANIME PAR

**Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

### Biographie de Sinan Ülgen

Sinan Ülgen est diplômé de l'Université de Virginie aux Etats-Unis (1987), titulaire d'une double licence en Sciences informatiques–Economie, ainsi que d'une maîtrise en Intégration économique européenne du Collège d'Europe à Bruges (1990).

Il a ensuite rejoint le ministère des Affaires étrangères turc en tant que diplomate.

En 1992, il a été affecté à la Délégation permanente de la République de Turquie auprès de l'Union européenne à Bruxelles, où il a notamment intégré l'équipe qui a négocié l'union douanière Turquie-UE.

Sinan Ülgen est le fondateur d'Istanbul Economics, cabinet de consultants spécialisé dans les stratégies d'entrée sur le marché turc pour les entreprises internationales et l'analyse des risques politiques et économiques liés à la Turquie.

Il est également le président du think-tank EDAM basé à Istanbul, et chercheur associé au Carnegie Europe à Bruxelles.

Il a publié de nombreuses études pour le compte de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, du Centre for European Policy Studies, du Centre for European Reform, du Conseil de l'Atlantique, du German Marshall Fund, de la Brookings et du Forum économique mondial.

Il a également signé de multiples articles dans *Le Figaro*, *Financial Times*, *Wall Street Journal*, *European Voice*, *Project Syndicate* et *International Herald Tribune* au sein desquels il commente régulièrement les évolutions de la société turque.

Il a co-écrit un livre sur les relations Turquie-UE avec Kemal Dervis.

Sinan Ülgen est membre du Conseil mondial sur l'Europe du Forum économique mondial et membre du corps académique du Conseil consultatif du Collège de défense de l'OTAN à Rome.

Nous remercions la DAS pour son aimable autorisation de reproduire ce texte.

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / FEVRIER 2013

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES  
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

[www.affaires-strategiques.info](http://www.affaires-strategiques.info)